

**Direction départementale des
territoires de l'Ain**

**Direction départementale des
territoires du Jura**

ARRÊTÉ INTER-PRÉFECTORAL

**RELATIF AU LÂCHER D'EAU DANS LA NUIT DU 22 AU 23 JUIN 2022
SUR LA RIVIÈRE D'AIN**

**La préfète de l'Ain,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite**

et

Le préfet du Jura

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2215-1 portant sur les pouvoirs de police du représentant de l'État ;
- Vu** le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs du préfet, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 7 septembre 1987 autorisant la SARL Forces Motrices CONVERT à disposer de l'énergie de la rivière d'Ain et notamment son article 20 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 8 avril 2021 actant du changement de dénomination de la SARL Forces Motrices CONVERT qui s'appelle désormais la SAS Hydro Neuville-sur-Ain ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 3 juin 1986 autorisant la SARL centrale hydroélectrique d'OUSSIAT à disposer de l'énergie de la rivière d'Ain et notamment son article 21 ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 12 janvier 1995 autorisant la société hydroélectrique de PONT D'AIN (SHPA) à disposer de l'énergie de la rivière d'Ain et notamment ses articles 3 et 21 ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 20 décembre 1993 autorisant les établissements G. COUTRAS à disposer de l'énergie de la rivière d'Ain et notamment son article 20 ;

VU le règlement d'écoulement des eaux à l'aval du barrage d'Allement approuvé le 27 juin 1972 par la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;

CONSIDÉRANT les propositions de la cellule d'alerte du 21 juin 2022 ;

CONSIDÉRANT l'intérêt de procéder à des lâchers d'eau pour améliorer les conditions écologiques de la rivière et notamment arracher les algues qui entraînent un déficit nocturne en oxygène ;

CONSIDÉRANT que, par leur progressivité, les lâchers d'eau respectent le règlement d'écoulement des eaux à l'aval du barrage d'Allement ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'économiser les volumes stockés dans le barrage de Vouglans pour garantir la satisfaction de tous les usages sur l'ensemble de la rivière durant l'intégralité de la période estivale ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'assurer la sécurité publique sur les berges et les îles de la rivière d'Ain dans les communes concernées par les lâchers d'eau ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires du Jura ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de l'Ain ;

ARRÊTENT

ARTICLE 1 : Objet

Le groupe d'exploitation hydraulique Jura-Maurienne d'EDF procédera à un lâcher d'eau sur la rivière d'Ain, dans la nuit du mercredi 22 juin 2022 au jeudi 23 juin 2022, dans les conditions suivantes :

- à 22 h, le débit à l'aval du barrage d'Allement passera de 12,3 m³/s à 100 m³/s et restera à 100 m³/s pendant 2 h avant de redescendre à 12,3 m³/s.

ARTICLE 2 :

Ce lâcher pourra être suspendu par EDF pour raison d'exploitation risquant de mettre en péril la sûreté de l'ouvrage ou la sécurité des tiers.

ARTICLE 3 :

Pendant le lâcher d'eau, le stationnement de toute personne est interdit sur les berges et les îles des communes de :

- CERNON, CHANCIA,, CONDES, LECT, MONTCUSEL, THOIRETTE-COISIA et VESCLES pour le département du Jura,
- DORTAN, SAMOGNAT, CORVEISSIAT, MATAFELON-GRANGES, CIZE, BOLOZON, HAUTECOURT-ROMANECHÉ, SERRIERES-SUR-AIN, PONCIN, NEUVILLE-SUR-AIN, PONT-D'AIN, SAINT-JEAN-LE-VIEUX, JUJURIEUX, VARAMBON, AMBRONAY, PRIAY, VILLETTE-SUR-AIN, CHATILLON-LA-PALUD, SAINT-MAURICE-DE-REMENS, VILLIEU-LOYES-MOLON, CHAZEY-SUR-AIN,

CHARNOZ-SUR-AIN, SAINT-JEAN-DE-NIOST, BLYES, SAINT-VULBAS, SAINT-MAURICE-DE-GOURDANS et LOYETTES pour le département de l'Ain.

ARTICLE 4 :

Les maires des communes concernées sont avertis par :

- le service interministériel de défense et de protection civile de la préfecture du Jura pour le département du Jura,
- la direction départementale des territoires de l'Ain pour le département de l'Ain.

ARTICLE 5 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative dans un délai de 2 mois, dans les conditions prévues au I de l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

ARTICLE 6 :

Le directeur des services du cabinet du préfet du Jura, le directeur des services du cabinet du préfet de l'Ain, le directeur départemental des territoires du Jura, le directeur départemental des territoires de l'Ain, le commandant du groupement de gendarmerie du Jura, le commandant du groupement de gendarmerie de l'Ain et les maires des communes de CERNON, CHANCIA, CONDES, LECT, MONTCUSEL, THOIRETTE-COISIA, VESCLES, DORTAN, SAMOGNAT, CORVEISSIAT, MATAFELON-GRANGES, CIZE, BOLOZON, HAUTECOURT-ROMANECHÉ, SERRIERES-SUR-AIN, PONCIN, NEUVILLE-SUR-AIN, PONT-D'AIN, SAINT-JEAN-LE-VIEUX, JUJURIEUX, VARAMBON, AMBRONAY, PRIAY, VILLETTE-SUR-AIN, CHATILLON-LA-PALUD, SAINT-MAURICE-DE-REMENS, VILLIEU-LOYES-MOLON, CHAZEY-SUR-AIN, CHARNOZ-SUR-AIN, SAINT-JEAN-DE-NIOST, BLYES, SAINT-VULBAS, SAINT-MAURICE-DE-GOURDANS ET LOYETTES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera porté à la connaissance :

- d'EDF – groupe d'exploitation hydraulique Jura-Maurienne,
- du directeur des établissements G. COUTRAS,
- du directeur de la centrale hydroélectrique d'OUSSIAT,
- du directeur de la société Hydro Neuville-sur-Ain SAS,
- de la directrice de la société hydroélectrique de PONT D'AIN,
- de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations du Jura,
- de la direction départementale de la cohésion sociale de l'Ain,
- du délégué territorial du département du Jura de l'agence régionale de santé (ARS),
- du délégué territorial du département de l'Ain de l'agence régionale de santé (ARS),
- de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Bourgogne-Franche-Comté (DREAL),
- de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes (DREAL),

- du service du département du Jura de l'office français de la biodiversité (OFB),
- du service du département de l'Ain de l'office français de la biodiversité (OFB),
- du service départemental d'incendie et de secours du Jura,
- du service départemental d'incendie et de secours de l'Ain,
- de la fédération du Jura pour la pêche et la protection du milieu aquatique,
- de la fédération de l'Ain pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Fait à Bourg-en-Bresse, le 21 juin 2022

La préfète de l'Ain,

Signé : Cécile BIGOT-DEKEYZER

Fait à Lons-le-Saunier, le 21 juin 2022

Le préfet du Jura,

Signé : David PHILOT